

N° 51/CA du Répertoire

N° 2014-24/CA du Greffe

Arrêt du 18 juillet 2014

AFFAIRE : Issiakou AMOUSSA

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

C/

Comité Electoral National de la chambre
interdépartementale des métiers de
l'Ouémé et du Plateau (CEN-CIM-
Ouémé-Plateau)

La Cour,

Vu la requête datée à Porto-Novo le 24 janvier 2014, enregistrée au greffe de la Cour le 27 janvier 2014 sous le numéro 120/GCS, par laquelle monsieur Issiakou AMOUSSA a introduit un recours aux fins d'annulation de l'élection de la chambre interdépartementale des métiers des départements de l'Ouémé et du Plateau ;

Vu la lettre n°0291/GCS du 06 février 2014 invitant le ministre en charge de l'artisanat et du tourisme à produire à la Cour l'arrêté interministériel portant création, attribution, composition et fonctionnement du comité électoral national chargé de l'organisation des élections dont le requérant demande l'annulation ;

Vu la correspondance en date du 05 février 2014 adressée au président de la chambre administrative et enregistrée au greffe de la Cour le 07 février 2014 sous le n°127/GCS, par laquelle monsieur Issiakou AMOUSSA a informé celui-ci de son désistement d'instance ;

Vu le paiement de la consignation légale par le requérant constaté au dossier par le reçu n°4617 qui lui a été délivré le 29 janvier 2014 par le greffier en chef de la Cour.

Vu la loi n°2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;



Vu la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu le décret n°2003-557 du 24 décembre 2003 portant création des chambres interdépartementales des métiers et de l'union des chambres interdépartementales des métiers du Bénin ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le conseiller **Jérôme O. ASSOGBA** en son rapport ;

Où l'avocat général **Onésime G. MADODE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EXAMEN DU RECOURS

Considérant que par requête en date du 24 janvier 2014 monsieur Issiakou AMOUSSA, a saisi la chambre administrative de la Cour d'un recours aux fins d'annulation de l'élection des membres de l'assemblée consulaire de la chambre interdépartementale des métiers des départements de l'Ouémé et du Plateau, de même que l'installation qui s'en est suivie et d'ordonner une reprise des opérations ayant conduit à cette élection.

Considérant que par lettre en date du 05 février 2014 enregistrée au secrétariat de la chambre le 07 février 2014 sous le n°127/CS/CA/S, puis au greffe de la Cour le 10 février 2014 sous le n°160/GCS, le requérant a informé le président de la chambre de son désistement d'instance ;

Que rien ne s'opposant à un tel désistement, il convient de lui en donner acte et de mettre les frais à sa charge.

Par ces motifs

Décide :

Article 1^{er} : Il est donné acte à monsieur Issiakou AMOUSSA de son désistement d'instance.

Article 2 : Les frais sont mis à la charge du requérant.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties ainsi qu'au Procureur général près la Cour suprême.



Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de :

Jérôme O. ASSOGBA, conseiller à la chambre administrative,

PRESIDENT;

Etienne FIFATIN

Et

Etienne S. AHOANKA

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du mercredi dix huit juillet deux mille quatorze, la Cour étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Onésime G. MADODE, Avocat Général ;

MINISTERE PUBLIC ;

Calixte A. DOSSOU-KOKO

GREFFIER ;

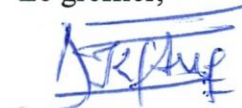
Et ont signé :

Le président-rapporteur,



Jérôme O. ASSOGBA

Le greffier,



Calixte A. DOSSOU-KOKO

